

France

Cette note pays donne un aperçu de la situation du marché du travail en France en s'appuyant sur les données des *Perspectives de l'emploi de l'OCDE 2024*. Elle examine également comment la transition vers zéro émission nette d'ici 2050 va affecter le marché du travail et les emplois des salariés.

Les marchés du travail ont bien résisté et restent tendus

Les marchés du travail ont continué à afficher de bonnes performances, de nombreux pays enregistrant des taux d'emploi historiquement élevés et de faibles taux de chômage. En mai 2024, le taux de chômage de l'OCDE était de 4.9 %. Dans la plupart des pays, les taux d'emploi ont progressé davantage pour les femmes que pour les hommes par rapport au niveau d'avant la pandémie. Les tensions sur le marché du travail continuent de s'atténuer mais restent généralement élevées.

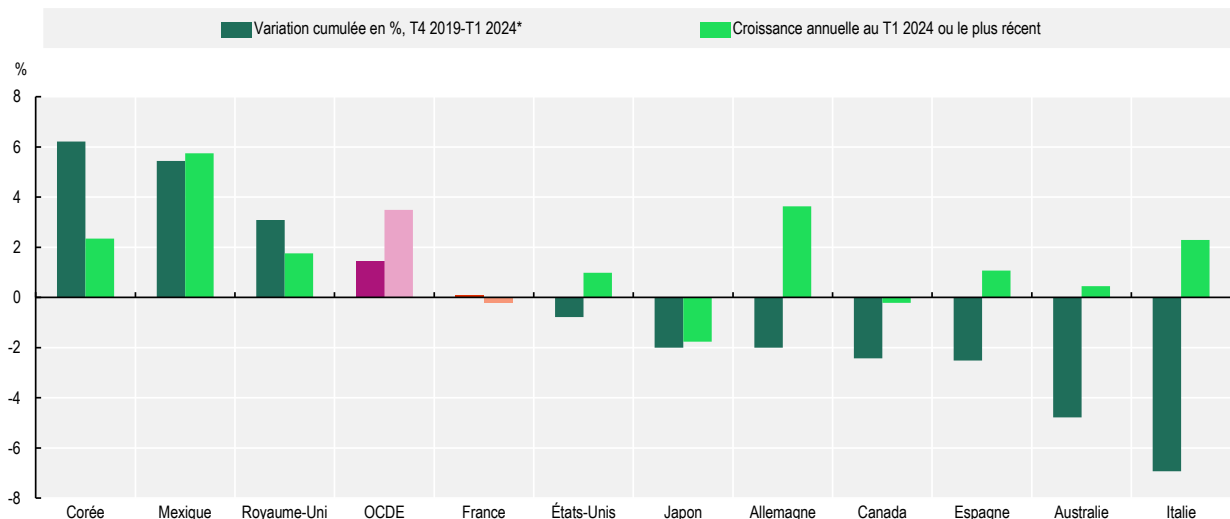
- En France, le taux de chômage est resté stable à 7.4 % au cours de l'année écoulée. Ce taux est inférieur au taux d'avant la pandémie (8.2 %) et se situe à un niveau historiquement bas, mais reste supérieur à la moyenne de l'OCDE. De même, à 68.7 % au premier trimestre 2024, le taux d'emploi parmi la population en âge de travailler est pratiquement identique à celui de l'année précédente et supérieur de 2 points de pourcentage à son niveau d'avant-crise au quatrième trimestre 2019. Le chômage des jeunes a augmenté au cours de l'année écoulée, passant de 16.9 % en mai 2023 à 17.9 % en mai 2024, mais reste bien inférieur à son niveau d'avant-crise de 22.1 %.
- Selon les projections de l'OCDE, la croissance du PIB ralentira à 0.7 % en 2024 et remontera à 1.3 % en 2025. Le resserrement des conditions de financement continuera de peser sur la demande intérieure en 2024, tandis que l'impulsion donnée par les deux grands programmes de soutien public (France Relance et France 2030) s'atténuera. Cependant, la désinflation soutiendra le pouvoir d'achat des ménages et la consommation. L'inflation globale devrait reculer à 2.3 % en 2024 et à 2.0 % en 2025. Suite au récent ralentissement de l'activité, la croissance de l'emploi devrait se tasser et le chômage augmenter légèrement pour atteindre 7.8 % à la fin de l'année 2025.
- La réforme du service public de l'emploi, avec la création de « France Travail » au 1er janvier 2024, assure une meilleure coordination des services de l'emploi, des services sociaux et des services de formation. Elle devrait contribuer à lever les obstacles non financiers à la participation au marché du travail pour les personnes qui en sont le plus éloignées.

Les salaires réels sont en hausse, mais doivent encore rattraper leur retard accumulé

La croissance annuelle des salaires réels est désormais positive dans la plupart des pays de l'OCDE, dans un contexte de baisse de l'inflation. Les salaires réels restent toutefois inférieurs à leur niveau de 2019 dans de nombreux pays. Alors que les salaires rattrapent une partie du retard accumulé, les profits commencent à absorber partiellement l'augmentation du coût du travail. Dans de nombreux pays, les profits sont en capacité d'absorber de nouvelles hausses de salaires, d'autant plus qu'il n'y a pas de signes d'une spirale prix-salaires.

- Par rapport aux autres pays de l'OCDE, les salaires réels en France sont restés relativement stables tout au long de la période T4 2019 – T1 2024 (Graphique 1). Ils n'ont pas beaucoup diminué, comme ce fut le cas dans de nombreux pays voisins (par exemple en Allemagne, en Belgique, en Espagne et en Italie), grâce à une inflation relativement contenue et à des renégociations salariales dynamiques – la diminution en glissement annuel n'a jamais dépassé 1.9 %. Toutefois, les salaires réels demeuraient à peu près à leur niveau du quatrième trimestre 2019 à la fin de la période (contrairement à la Corée, au Mexique et au Royaume-Uni, par exemple).
- En mai 2024, le salaire minimum réel était en moyenne 12.8 % plus élevé qu'en mai 2019 dans les 30 pays de l'OCDE qui disposent d'un salaire minimum légal national. Ce chiffre moyen s'explique en partie par des augmentations particulièrement importantes dans certains pays, comme le Mexique (86.6 %) et la Türkiye (41.7 %), mais la progression médiane était également assez significative, à 8.3 %.
- L'indexation automatique du salaire minimum (SMIC) a contribué à préserver le pouvoir d'achat des salariés faiblement rémunérés : le SMIC réel était en mai 2024 supérieur de 0.9 % à ce qu'il était en mai 2019.

Graphique 1. Les salaires réels restent inférieurs à leur niveau de 2019 dans la plupart des pays



Note : * Pour le Canada, la Corée, le Japon, et le Mexique, la croissance annuelle se réfère à T4 2022-T4 2023 et la variation cumulative en pourcentage à T4 2019-T4 2023. OCDE est la moyenne non pondérée de 35 pays de l'OCDE (sans le Chili, la Colombie et la Türkiye).

Source : *Perspectives de l'emploi de l'OCDE 2024*, Chapitre 1.

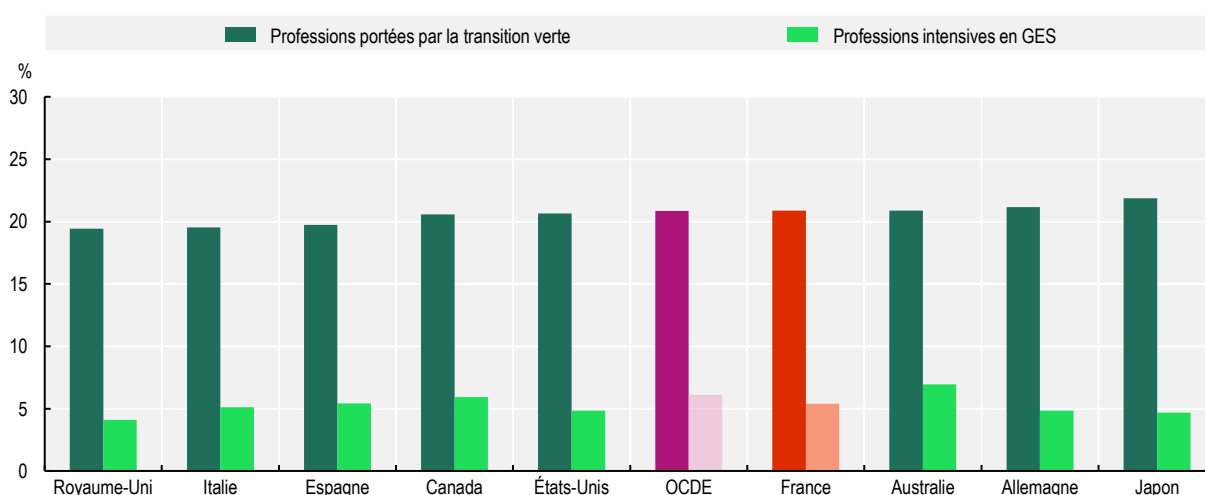
L'atténuation du changement climatique entraînera une redistribution substantielle des emplois

Les ambitieuses transitions vers zéro émission nette actuellement en cours dans les pays de l'OCDE ne devraient avoir qu'un effet modeste sur l'emploi global. Toutefois, certains emplois disparaîtront, de nouvelles opportunités apparaîtront et de nombreux emplois existants seront transformés. Dans l'ensemble de l'OCDE, 20 % de la main-d'œuvre est employée dans des professions portées par la transition verte, y compris des emplois qui ne contribuent pas directement à la réduction des émissions mais peuvent être recherchés parce qu'ils soutiennent des activités écologiques. À l'inverse, environ 7 % de la main-d'œuvre se trouve dans des professions intensives en gaz à effet de serre (GES).

- La France se situe dans la moyenne de l'OCDE, avec 20 % de la main-d'œuvre travaillant dans des professions portées par la transition verte. Parmi ces emplois, seuls 14 % sont, à proprement parler, dans des « professions vertes nouvelles ou émergentes ». En revanche, environ 5 % des salariés français sont employés dans des industries à fortes émissions.
- En France, les hommes sont plus susceptibles d'être employés dans des professions portées par la transition verte ou intensives en GES, tandis que les salariés plus âgés sont davantage susceptibles d'occuper des emplois intensifs en GES.
- En France, les différences de pertes de revenus à la suite d'un licenciement entre les salariés des industries à fortes émissions et ceux des industries à faibles émissions sont parmi les plus importantes des pays étudiés. L'une des raisons est le rétablissement relativement rapide des salariés des industries à faibles émissions, qui récupèrent presque entièrement les revenus perdus dans les six ans qui suivent la perte d'un emploi, mais aussi le lent rétablissement des salariés des industries à fortes émissions. En moyenne, au cours de ces six années qui suivent la perte d'un emploi, les salariés des industries à faibles émissions perdent 26 % de leurs revenus, contre 39 % pour les salariés licenciés dans les industries à fortes émissions.

Graphique 2. Un salarié sur cinq est employé dans des professions portées par la transition verte

En pourcentages, moyenne 2015-19



Source : *Perspectives de l'emploi de l'OCDE 2024*, Chapitre 2, Graphique 2.3.

Contact

Stéphane CARCILLO (✉ stephane.carcillo@oecd.org)

Alexandre GEORGIEFF (✉ alexandre.georgieff@oecd.org)

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions exprimées et les arguments employés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays Membres de l'OCDE.

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.